

**Assemblée générale**

Cinquante-deuxième session

Première Commission**21^e** séanceMercredi 12 novembre 1997, à 15 heures
New York*Documents officiels*

Président : M. Nkgowe (Botswana)*La séance est ouverte à 15 h 30.***Points 62 à 83 de l'ordre du jour (suite)****Décision sur tous les projets de résolution présentés au titre de tous les points de l'ordre du jour**

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Comme j'en ai informé les membres de la Commission à la séance de ce matin, la Commission va se prononcer sur les projets de résolution A/C.1/52/L.39/Rev.1 et L.8/Rev.1 et sur les projets de résolution qui figurent dans les groupes 7, 8, 9 et 10, excepté les projets A/C.1/52/L.3, L.11/Rev.1, L.36 et L.42.

Avant que la Commission ne se prononce sur le projet de résolution A/C.1/52/L.39/Rev.1, je vais donner la parole aux représentants qui souhaitent présenter des projets de résolution révisés.

M. Akram (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Comme la Commission l'a noté, le projet A/C.1/52/L.39/Rev.1 a été distribué. Il contient juste deux petites modifications. Au septième alinéa du préambule, après les mots «*Prenant note* des récentes propositions relatives au désarmement,» les mots «et à la non- prolifération» ont été supprimés. En outre, à l'avant-dernière ligne du neuvième alinéa du préambule, dans le membre de phrase «renforce-rait la sécurité de tous les États», les mots «plus petits» ont été remplacés par le mot «tous».

Ce sont les deux seules modifications qui ont été faites dans ce projet de résolution et compte tenu de ces changements, les coauteurs espèrent que le projet de résolution pourra être adopté sans vote. J'espère sincèrement que tel sera le cas.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Si aucun autre représentant ne souhaite prendre la parole à ce stade, je vais donner la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant que nous nous prononcions sur le projet de résolution A/C.1/52/L.39/Rev.1.

La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution L.39/Rev.1.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.39/Rev.1, intitulé «Désarmement régional», a été présenté par le représentant du Pakistan à la 16^e séance de la Première Commission, le 6 novembre 1997. Le projet de résolution a été parrainé par les pays dont la liste figure dans le projet lui-même et dans le document A/C.1/52/INF/2.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les coauteurs du projet de résolution ont demandé que le projet de résolution soit adopté par la Commission sans vote. Si je

n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir en conséquence.

Le projet de résolution A/C.1/52/L.39/Rev.1 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur position sur le projet de résolution que nous venons d'adopter.

Si personne ne souhaite prendre la parole, la Commission va examiner le projet de résolution A/C.1/52/L.8/Rev.1.

Je donne maintenant la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant que nous nous prononcions sur le projet de résolution L.8/Rev.1.

M. Mallam Daouda (Niger) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.8/Rev.1, relatif à l'assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des petites armes, est le plus simple des projets de résolution soumis à la Première Commission. En effet, ce projet est sans enjeu politique. Si dans certaines parties du monde les armes légères servent à la chasse sportive, il n'en est pas de même en Afrique, et particulièrement en Afrique subsaharienne, où nous avons déjà dit qu'elles servent à tuer des femmes, des enfants et des hommes de tous âges. Eu égard à ce que je viens de dire, nous invitons les membres de la Commission à voter massivement pour ce projet de résolution.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : D'autres délégations souhaitent-elles prendre la parole maintenant? Je n'en vois aucune.

La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.8/Rev.1.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.8/Rev.1, intitulé «Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des petites armes», a été présenté par le représentant du Mali à la seizième séance, le 6 novembre 1997. Outre les pays dont les noms figurent dans le projet de résolution et dans le document A/C.1/52/INF/2, le projet de résolution est également parrainé par Haïti.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les coauteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait qu'il soit adopté par la Commission sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de la sorte.

Le projet de résolution A/C.1/52/L.8/Rev.1 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant passer à l'examen des projets de résolution du groupe 7, «Mécanisme de désarmement». Je donne la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration générale autre que des explications de position ou de vote sur les projets de résolutions de ce groupe.

M. de Icaza (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) : Ma délégation souhaiterait dire quelques mots du projet de résolution figurant dans le document A/C.1/52/L.16. Lorsque nous avons élaboré ce projet de résolution, l'*Annuaire des Nations Unies sur le désarmement, 1996*, n'avait pas encore paru. Mais depuis, heureusement, le Secrétariat a eu l'amabilité de publier ce document important. C'est pour cette raison, parce que certaines délégations nous ont depuis lors fait savoir que les termes utilisés dans le dernier alinéa du préambule du projet de résolution étaient trop fermes, à savoir :

«Notant avec préoccupation le retard dans la publication de l'Annuaire des Nations Unies sur le désarmement, 1996»,

nous proposons d'éliminer les mots «avec préoccupation» dans ce paragraphe. Le dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/52/L.16 se lirait comme suit :

«Notant le retard dans la publication de l'Annuaire des Nations Unies sur le désarmement, 1996».

Avec cette modification, nous espérons que le projet de résolution A/C.1/52/L.16 sera adopté sans vote.

M. Millim (Luxembourg) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne — la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie — et le pays associé, Chypre, se rallient à cette déclaration. Les pays de l'Association européenne de libre-échange membres de l'Espace économique européen, l'Islande et la Norvège, s'y rallient également.

Suivant une décision de l'Assemblée générale, le programme de réformes du Secrétaire général est examiné directement en séance plénière sous la direction du Président de l'Assemblée générale qui a demandé spécifiquement aux commissions de veiller à ce que leurs activités ne fassent pas double emploi avec son travail.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/52/L.42, l'Union européenne a adopté la position de principe que la présentation de ce projet à la Première Commission, indépendamment de l'analyse des mérites du texte quant au fond, constitue à elle seule un risque de perturbation grave du déroulement cohérent et intégré de l'examen des propositions du Secrétaire général.

Au vu de ce qui précède, l'Union européenne lance un appel pressant aux coauteurs du projet de le retirer. Si le projet était mis au vote, l'Union européenne votera en bloc contre ce projet de résolution A/C.1/52/L.42.

M. Akram (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais faire quelques observations générales sur ce groupe de projets de résolution et porter en particulier mon attention sur le projet de résolution que nous considérons comme le plus important de ce groupe, à savoir le projet de résolution A/C.1/52/L.42 relatif au rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement.

Je voudrais souligner, comme nous l'avons fait précédemment, que le projet de résolution A/C.1/52/L.42 n'est pas du tout destiné à intervenir ou s'immiscer dans le processus de réformes mené par le Secrétaire général qui est également examiné en séance plénière à l'Assemblée générale. Nous estimons néanmoins qu'il est nécessaire, dans cette phase des travaux des Nations Unies dans le domaine du désarmement qui se déroule pratiquement huit années après la fin de la guerre froide, que l'Assemblée générale affirme à nouveau les grandes lignes des efforts que déploient les mécanismes principaux créés, à savoir la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement, bien entendu avec l'aide du Secrétariat.

À notre avis, cette réaffirmation renforcerait et raffermirait le processus de réforme conduit actuellement par le Secrétaire général et orienterait les travaux qui sont menés par les instances intergouvernementales, y compris cette Commission, la Commission du désarmement et tout particulièrement la Conférence du désarmement.

Les auteurs du projet de résolution A/C.1/52/L.42, ayant été avisés en privé des préoccupations que vient

d'exprimer le représentant de l'Union européenne, ont examiné le texte et ont décidé de répondre à ces préoccupations en supprimant le premier alinéa du préambule, qui est la seule référence figurant dans le projet à la restructuration du Secrétariat de l'ONU et au rapport du Secrétaire général (A/51/950). Avec cette suppression, le projet de résolution serait tout à fait indépendant du processus de réforme qui est conduit en séance plénière.

À la lecture de ce projet de résolution sans le premier alinéa du préambule, il apparaît que ses dispositions ne reflètent que les positions et décisions convenues par l'Assemblée générale et, en conséquence, nous espérons que ses dispositions ne créeront aucune difficulté, de procédure ou de fond, pour une délégation membre de l'Assemblée générale, quelle qu'elle soit. Nous espérons qu'après cette révision, toutes les délégations membres de la Commission pourront à la fois examiner le projet de résolution et voter pour lui.

M. de Icaza (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) : Ma délégation attache beaucoup d'importance au projet de résolution qui figure dans le document A/C.1/52/L.42. Il va de soi que nous n'avons à aucun moment eu l'intention d'influencer de quelque manière que ce soit l'analyse et l'examen du programme de réformes du Secrétaire général.

Nous croyons que ce que dit le projet de résolution est important en ce qui concerne le rôle de l'ONU dans le domaine du désarmement et la mise en oeuvre des recommandations et décisions adoptées par consensus à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il me semble que ce projet de résolution a non seulement une valeur intrinsèque mais réaffirme ce que l'Assemblée elle-même a déjà décidé par consensus et qu'il sera valable tant que d'autres résolutions ne seront pas approuvées par consensus.

Nous n'ignorons pas qu'il y a eu des débats sur le point de savoir si le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2) demeure valable en ce qui concerne les priorités en matière de désarmement qui y figurent. Mais ce qui a été convenu par consensus reste valable jusqu'au moment où le consensus est remplacé par autre chose. Nous croyons que ce projet de résolution est d'une importance capitale en une année où l'opinion publique internationale pourrait, pour le moins, être quelque peu surprise et perplexe face à l'absence de progrès accompli au plan multilatéral en matière de désarmement à l'ONU.

Ma délégation est évidemment tout à fait d'accord avec la suppression du premier alinéa du préambule et ne comprendrait pas, ou ne comprendrait que trop bien, si quelqu'un ne pouvait pas appuyer le projet de résolution une fois supprimé cet alinéa du préambule.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : D'autres délégations souhaitent-elles faire des déclarations d'ordre général autres que les explications de position ou de vote sur les projets de résolution du groupe 7?

Je donne maintenant la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant qu'une décision soit prise sur le projet de résolution A/C.1/52/L.16. Je n'en vois aucun.

La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.16.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.16, intitulé «Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement», a été présenté par le représentant du Mexique à la 17e séance, le 7 novembre 1997. Le projet de résolution est parrainé par les pays qui sont énumérés dans le projet de résolution lui-même et dans le document A/C.1/52/INF/2.

À la séance de cet après-midi, le représentant du Mexique a fait une révision orale dans le dernier alinéa du préambule où, après le mot «Notant», il faut supprimer les mots «avec préoccupation».

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le désir de voir le projet de résolution, tel qu'oralement révisé, soit adopté par la Commission sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir en conséquence.

Le projet de résolution A/C.1/52/L.16, tel qu'oralement révisé, est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote sur le projet de résolution qui vient d'être adopté. Je n'en vois aucune.

La Commission va maintenant examiner le projet de résolution A/C.1/52/L.20.

Je donne maintenant la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant qu'une décision soit prise sur le projet de résolution A/C.1/52/L.20. Je n'en vois aucun.

La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.20.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.20, intitulé «Rapport de la Conférence du désarmement», a été présenté par le représentant de Sri Lanka à la 16e séance, le 6 novembre 1997. Outre les pays énumérés dans le projet de résolution et dans le document A/C.1/52/INF/2, le projet est également parrainé par l'Équateur.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le vœu que la Commission adopte le texte sans vote. Puis-je considérer que la Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.1/52/L.20?

Le projet de résolution A/C.1/52/L.20 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position après l'adoption du texte. Personne ne demande la parole.

La Commission va examiner le projet de résolution A/C.1/52/L.21.

Je donne d'abord la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant qu'une décision ne soit prise sur le projet de résolution. Personne ne demande la parole.

La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.21.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.21, intitulé «Rapport de la Commission du désarmement», a été présenté par le représentant de la Colombie à la 15e séance, le 5 novembre 1997. Les auteurs du projet de résolution sont énumérés dans le texte lui-même.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le voeu que la Commission adopte le texte sans vote. Puis-je considérer que la Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.1/52/L.21?

Le projet de résolution A/C.1/52/L.21 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position après l'adoption du texte. Personne ne demande la parole.

J'invite les délégations qui souhaitent faire une déclaration d'ordre général autre qu'une explication de position ou de vote sur les projets de résolution relevant du groupe 8 à prendre la parole. Personne ne demande la parole.

La Commission va maintenant examiner le projet de résolution A/C.1/52/L.9.

Je donne d'abord la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant qu'une décision ne soit prise sur le projet de résolution. Personne ne demande la parole.

La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.9. Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.9, intitulé «Relation entre le désarmement et le développement», a été présenté par le représentant de l'Indonésie à la 16e séance de la Commission, le 6 novembre 1997. Les auteurs du projet de résolution sont énumérés dans le texte lui-même et dans le document A/C.1/52/INF/2.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le voeu que la Commission adopte le texte sans vote. Puis-je considérer que la Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.1/52/L.9?

Le projet de résolution A/C.1/52/L.9 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position après l'adoption du texte.

M. Grey (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Je demande qu'il soit consigné au procès-verbal

que les États-Unis n'ont pas pris part au consensus sur le projet de résolution A/C.1/52/L.9, qui établit une relation entre le désarmement et le développement. Nous estimons que le désarmement et le développement sont des questions distinctes qui ne se prêtent absolument pas à ce rapprochement. C'est pour cette raison que les États-Unis n'ont pas participé en 1987 à la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.

Ma délégation saisit cette occasion pour redire que les États-Unis ne se considèrent pas liés par les déclarations contenues dans le Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.

M. Millim (Luxembourg) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne — Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie — et Chypre, pays associé, se rallient à cette explication de vote. Un pays membre de l'Espace économique européen, l'Islande, s'y rallie également.

Les États membres de l'Union européenne ont à nouveau accepté le consensus sur le projet de résolution A/C.1/52/L.9, intitulé «Relation entre le désarmement et le développement», et souhaiteraient y apporter quelques clarifications.

Tout en reconnaissant les avantages considérables qui peuvent résulter du désarmement, l'Union européenne estime qu'il n'existe pas de lien direct et automatique entre, d'une part, les engagements pris par l'Union européenne en matière de développement économique et social et d'aide au développement et, d'autre part, les économies faites dans d'autres domaines, y compris le domaine du désarmement.

En même temps, nous aimerions souligner l'engagement de l'Union européenne en la matière et noter que l'assistance fournie par l'Union européenne et ses États membres aux pays en développement s'élève à presque 40 % de la totalité de l'aide internationale au développement.

M. Danieli (Israël) (*interprétation de l'anglais*) : Israël s'est associé au consensus sur cette résolution. Dans le même temps, Israël se dissocie des dispositions et du contenu du Document final de la onzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Cartagena de Indias (Colombie) en octobre 1995, et

ne se considère pas comme partie prenante aux recommandations qu'il contient.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Si aucune autre délégation ne souhaite prendre la parole à ce stade, la Commission va passer à l'examen du projet de résolution A/C.1/52/L.10/Rev.1.

Je donne la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant qu'une décision ne soit prise sur le projet de résolution. Personne ne demande la parole.

La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.10/Rev.1.

Un vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission pour qu'il conduise la procédure.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.10/Rev.1, intitulé «Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements», a été présenté par le représentant de l'Indonésie à la 16e séance de la Commission, le 6 novembre 1997. Le projet de résolution est parrainé par les pays énumérés dans le texte du projet lui-même et dans le document A/C.1/52/INF/2.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, Géorgie, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongo-

lie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Marin, Samoa, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Néant.

S'abstiennent :

États-Unis d'Amérique, France, Israël, Japon, Kirghizistan, Libéria, Monaco, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 138 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution A/C.1/52/L.10/Rev.1 est adopté.

[Les délégations du Libéria et de la Jordanie ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.]

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote.

M. Sun (République de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation a voté pour le projet de résolution figurant dans le document A/C.1/52/L.10/Rev.1, intitulé «Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements». Nous sommes d'avis que le projet de résolution de cette année reflète comme il convient les efforts qui sont actuellement déployés au niveau international pour intégrer les normes relatives à l'environnement dans les accords portant sur ces questions. Nous estimons que le respect des normes relatives à l'environnement dans le domaine du désarmement favorisera les efforts qui sont faits dans le monde pour préserver l'environnement et faire de la planète un lieu plus sûr et plus sain.

L'an dernier, ma délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution correspondant car il ne portait que sur un nombre limité d'accords relatifs au désarmement et contenait certaines dispositions inutiles qui pouvaient

donner lieu à une interprétation erronée de l'ensemble du projet et aller à l'encontre de ses objectifs et principes justement motivés.

Cette année, toutefois, ma délégation estime que des améliorations décisives ont été apportées au texte et que les défauts qui l'ont empêchée de l'appuyer l'an dernier ont été rectifiés. Pour cette raison, ma délégation a changé la position qu'elle avait adoptée l'année dernière en s'abstenant et elle a voté pour le projet de résolution de cette année.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.12. Un vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui va conduire la procédure de vote.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.12, intitulé «Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix», a été présenté par le représentant de l'Indonésie à la 16e séance de la Commission, le 6 novembre 1997. Ce projet de résolution est parrainé par la Colombie, au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Mouvement des pays non alignés.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Géorgie, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libéria, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao,

République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent :

Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Togo, Turquie.

Par 104 voix contre 3, avec 38 abstentions, le projet de résolution est adopté.

[Les délégations de la Jordanie et de la République dominicaine ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour; la délégation de l'Albanie qu'elle entendait s'abstenir.]

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote.

M. Grey (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Comme cela est le cas depuis de nombreuses années, les États-Unis ont été obligés, cette année encore, de voter contre le projet de résolution sur l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.

Comme les projets précédents, ledit projet ne réunit pas les conditions nécessaires pour que nous puissions l'appuyer. Il ne reconnaît pas les droits et libertés de navigation qui sont protégés en vertu du droit international coutumier tel qu'il est reflété dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. À notre avis, la liberté de survol, le droit de passage inoffensif dans les eaux territoriales et le droit de passage en transit par les détroits servant à la navigation internationale et dans les voies de circulation archipélagiques doivent être reconnus de manière explicite dans le texte de cette résolution, en plus de la liberté de navigation en haute mer. Compte tenu de ces

lacunes, les États-Unis ne pourront appuyer aucune résolution allant dans le sens de ce projet.

De plus, nous sommes préoccupés par le fait que le maintien du Comité spécial de l'océan Indien représente une lourde charge financière pour l'ONU. Dans un contexte budgétaire marqué par des compressions généralisées, l'ONU n'a pas les moyens d'apporter son concours à des organes qui ne répondent plus à un objectif utile.

Nul n'ignore que les questions relatives à la sécurité et au règlement pacifique des différends dans l'océan Indien revêtent une grande importance. Il s'agit de savoir comment traiter efficacement de ces questions en faisant preuve d'un sens des responsabilités sur le plan financier. Comme les États-Unis l'ont noté l'an dernier, le Comité spécial de l'océan Indien est le seul groupe qui se réunisse sous les auspices de l'ONU et qui dépende de son budget. Cela ne peut pas continuer. Les États de la région devraient trouver une instance régionale propice pour mener une discussion approfondie.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.14. Un vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission qui va conduire la procédure de vote.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.14, intitulé «Le rôle de la science et de la technologie dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement», a été présenté par le représentant de l'Inde à la 17e séance, le 7 novembre 1997. Le projet de résolution est parrainé par les pays énumérés dans le texte du projet lui-même et dans le document A/C.1/52/INF/2.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Libéria, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie,

Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Brésil, Canada, Fédération de Russie, Géorgie, Îles Marshall, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, République de Corée, Samoa, Turkménistan, Ukraine.

Par 88 voix contre 42, avec 17 abstentions, le projet de résolution A/C.1/52/L.14 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote après la décision.

M. Fu Zhigang (Chine) (*interprétation du chinois*) : La délégation chinoise a voté pour le projet de résolution A/C.1/53/L.14, intitulé «Le rôle de la science et de la technologie dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement».

La Chine est inquiète des incidences négatives que les applications militaires de la science et de la technologie peuvent avoir sur la paix et la sécurité internationales. Elle appuie l'action de la communauté internationale en vue de renforcer le régime international de non-prolifération, et elle approuve la mise en oeuvre de mesures très strictes de non-prolifération des armes de destruction massive, notamment des armes nucléaires, biologiques et chimiques.

En même temps, la délégation chinoise est fermement convaincue que les discriminatoires et sélectifs régimes et arrangements de contrôle à l'exportation en vigueur actuellement doivent être revus et modifiés. Un régime de contrôle des exportations sur les techniques et les équipements à double usage doit être instauré avec une large participation de la communauté internationale.

Aucune mesure ayant trait à la non-prolifération ne devrait porter atteinte à la coopération internationale en matière d'utilisation pacifique de la science et de la technique. Tous les pays doivent suivre les procédures établies par les instruments juridiques internationaux, notamment en ayant recours au dialogue et à la coopération, pour dissiper les préoccupations suscitées par la prolifération et parvenir à l'objectif commun : la non-prolifération internationale.

À propos de l'utilisation de la science et des techniques de pointe dans la mise au point des armes de destruction massive, la Chine est tout aussi inquiète — sinon plus — par cette utilisation dans la mise au point d'armes utilisées dans l'espace extra-atmosphérique, telles les armes antisatellites et les systèmes de missiles de défense tactique. De ce point de vue, l'application de la science et des techniques à des fins militaires est tout aussi importante qu'il s'agisse d'armes classiques ou d'armes de destruction massive. C'est pourquoi nous pensons que le libellé du deuxième alinéa du préambule du projet de résolution devrait être amélioré.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : S'il n'y a pas d'autres délégations qui souhaitent expliquer leur vote sur le projet de résolution A/C.1/52/L.14, je donnerai la parole aux représentants qui souhaitent faire une déclaration générale autre qu'une explication de vote ou de position sur les projets de résolution inclus dans le groupe 9. Je n'en vois aucun.

Je donne la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant la prise de décisions sur le projet de résolution A/C.1/52/L.18. Je n'en vois aucun.

La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.18.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.18, intitulé «Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement», a été présenté par

le représentant de l'Allemagne à la 16e séance, le 6 novembre 1997. Outre les pays énumérés dans le projet de résolution lui-même et dans le document A/C.1/52/INF/2, l'Islande, la Slovaquie et la Bulgarie ont également parrainé ce texte.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission accepte d'agir dans ce sens.

Le projet de résolution A/C.1/52/L.18 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position après la décision. Je n'en vois aucune.

Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration d'ordre général autre qu'une explication de position ou de vote sur les projets de résolution inclus dans le groupe 10. Je n'en vois aucune.

Je donne la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant la prise de décisions sur le projet de résolution A/C.1/52/L.13. Je n'en vois aucun.

La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de décision A/C.1/52/L.13. Un vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission qui va procéder au vote.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de décision A/C.1/52/L.13 intitulé «Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale», a été présenté par le représentant de l'Indonésie à la 16e séance de la Commission, le 6 novembre 1997.

Le projet de décision est parrainé par la Colombie au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Mouvement des pays non alignés.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun,

Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libéria, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :
Néant.

S'abstiennent :
Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Par 96 voix contre zéro, avec 48 abstentions, le projet de résolution A/C.1/52/L.13 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puisque aucun représentant ne souhaite expliquer son vote ou sa position, nous nous sommes ainsi prononcés sur les projets de résolution qui étaient prêts cet après-midi. Nous ne pouvons malheureusement pas nous prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.34, parce que son auteur n'est pas présent cet après-midi. Cependant, si les auteurs du projet de résolution A/C.1/52/L.45 sont prêts, nous pourrions nous prononcer maintenant.

Mme Laker (Canada) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de la Pologne, le Canada voudrait demander que la

Commission se prononce sur le projet de résolution A/C.1/52/L.45 cet après-midi.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puisque aucun membre de la Commission ne souhaite expliquer son vote ou sa position avant la décision sur le projet de résolution A/C.1/52/L.45, la Commission va maintenant se prononcer sur ce projet.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.45, intitulé «État de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction», a été présenté par le représentant du Canada à la 17e séance de la Commission, le 7 novembre 1997.

Le projet de résolution a été parrainé par les pays qui sont énumérés dans le projet.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait qu'il soit adopté par la Commission sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder de la sorte.

Le projet de résolution A/C.1/52/L.45 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position sur le projet de résolution qui vient d'être adopté.

M. Abou-Hadid (République arabe syrienne) (*interprétation de l'arabe*) : Ma délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution A/C.1/52/L.45, intitulé «État de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction». Si le projet avait été mis aux voix, ma délégation se serait abstenue car le texte final de la Convention ne tient pas compte des observations qu'ont faites les États arabes. Notre position se fonde sur les observations suivantes.

La Convention n'est pas assortie de procédures adéquates garantissant que le régime de vérification par mise en demeure ne soit pas utilisé à mauvais escient. Le libellé du texte de la Convention ne déclare pas de manière explicite que la mise en oeuvre de la Convention ne doit pas constituer un obstacle pour le développement économique et

technique des États parties, en particulier des pays en développement. Il convient de noter à cet égard que le texte de la Convention ne prévoit pas de mesures de garanties générales pour dissuader de la menace ou de l'emploi d'armes chimiques contre tout État partie à la Convention. Nous estimons qu'il s'agit là d'une lacune, comme c'est le cas pour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui n'a toujours pas été ratifié de manière universelle 25 ans après son entrée en vigueur. Chacun sait qu'une des raisons de son insuccès est due à la question des garanties.

La sécurité nationale forme un tout indivisible et intégral pour les États. Toute forme de menace à la sécurité devrait être traitée de manière égale, avec le même sérieux et en tenant compte de l'équilibre à établir entre tous les éléments constitutifs de la sécurité nationale.

Cela étant, le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a énoncé les priorités du désarmement. La première de ces priorités est les armes nucléaires, dans la mesure où, en raison de leurs effets singulièrement destructeurs, celles-ci représentent la menace la plus grave pour l'avenir même de l'humanité.

Cela, les États arabes l'ont compris depuis longtemps et ils ont renoncé à l'option nucléaire. Ils sont désormais convaincus de la menace sérieuse que pose la course aux armes nucléaires au Moyen-Orient, compte tenu des vives tensions auxquelles la région est en proie et dans la mesure où il s'est avéré impossible jusqu'à présent de trouver des solutions justes et globales aux nombreux problèmes qui l'affligent. Ces problèmes continuent de mettre en danger la sécurité des États de la région.

C'est pourquoi les États arabes, dont mon pays, ont pris l'initiative d'appuyer les efforts qui sont déployés au Moyen-Orient en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires. La majorité des États de la région se sont associés à cet effort, en fait, tous à l'exception d'un seul, Israël, qui se tient à l'écart du cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui refuse d'y adhérer en invoquant toutes sortes de prétextes pour expliquer son refus. Parfois, il met en avant le processus de paix qui a été entamé 20 ans après l'entrée en vigueur du TNP.

Il est aujourd'hui chose commune, lorsque nous votons sur des projets de résolution concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires, d'entendre parler le représentant du seul État de la région qui n'a pas encore adhéré au TNP, alors même que cet État refuse de soumettre toutes

ses installations nucléaires au régime des garanties générales de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

La République arabe syrienne et les autres États arabes de la région appuient donc fermement le projet de création au Moyen-Orient d'une région exempte de toutes armes de destruction massive, et spécialement des armes nucléaires, qui sont les plus dangereuses de toutes.

M. Akram (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais expliquer les circonstances et les raisons pour lesquelles le Pakistan n'a pas été en mesure d'appuyer le projet de résolution A/C.1/52/L.45 sur l'état de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Néanmoins, en dépit des préoccupations et des réserves que nous avons exprimées à l'égard de certaines dispositions de cette Convention, au moment où la Convention a été adoptée et par la suite, le Pakistan a signé la Convention pour montrer l'attachement qu'il porte à l'objectif de l'élimination complète, aux niveaux régional et mondial, de ces engins de guerre abominables. Afin de promouvoir cet objectif fondamental dans notre région, nous avons également prononcé une déclaration solennelle sur l'interdiction complète des armes chimiques en Asie du Sud.

L'entrée en vigueur de la Convention a révélé une réalité désagréable en faisant apparaître la présence d'installations de fabrication et de stocks d'armes chimiques conçues en vue d'être utilisées contre le Pakistan. Cette situation a créé une nouvelle situation pour le Pakistan et compliqué notre décision en ce qui concerne la ratification de la Convention. Nos inquiétudes ont été clairement exprimées dans la déclaration que le Ministre d'État aux affaires étrangères du Pakistan a faite lors du débat général à la Première Commission.

Malgré ces difficultés, j'ai la grande satisfaction d'annoncer à la Commission qu'à la suite d'une décision courageuse prise par le Gouvernement du Premier Ministre Nawaz Sharif, le Pakistan a déposé le 28 octobre 1997 son instrument de ratification de la Convention sur les armes chimiques. C'est pourquoi nous participerons en tant qu'État partie à la deuxième Conférence des États parties qui se tiendra à La Haye le mois prochain. La décision du Pakistan est un vote de confiance dans la communauté internationale et dans la contribution collective qu'elle peut et doit apporter pour faire progresser la cause de la paix et de la sécurité sur une base équitable et non discriminatoire.

Elle est aussi une preuve tangible de la sincérité avec laquelle le Pakistan oeuvre sans relâche à l'élimination des armes de destruction massive. Le Pakistan a adhéré à la Convention espérant qu'elle sera mise en oeuvre de façon juste et équitable et qu'elle aidera à atténuer les préoccupations véritables de tous les États en matière de sécurité, en particulier de ceux qui ne détiennent pas d'armes chimiques.

M. Zahran (Égypte) (*interprétation de l'anglais*) : L'Égypte a toujours soutenu toutes les mesures visant à contribuer à la promotion de la stabilité internationale et régionale et s'est toujours engagée à mener des actions constructives pour atteindre cet objectif.

C'est dans cet esprit que nous ne pouvons que faire nôtre l'idée générale du projet de résolution contenu dans le document A/C.1/52/L.45, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage des armes chimiques et sur leur destruction étant entrée en vigueur le 29 avril 1997. Je voudrais rappeler que nous avons oeuvré diligemment, parmi d'autres délégations, à élaborer une Convention qui ne laisse pas d'échappatoire.

Nous sommes fermement convaincus qu'une Convention bien équilibrée sur l'interdiction des armes chimiques contribuera à la mise en oeuvre de l'initiative du Président Moubarak, qui a lancé un appel pour demander à ce que l'on fasse du Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive, sous un contrôle international efficace. Cette initiative doit englober toutes les armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires, chimiques et biologiques.

La Convention sur les armes chimiques, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction devraient être les trois piliers sur lesquels devra reposer ladite zone. Ainsi, au niveau régional, nous ne pouvons dissocier la Convention sur les armes chimiques du TNP ni de la Convention sur les armes biologiques. Nous sommes fermement convaincus que tous les États de la région devraient assumer les mêmes responsabilités en vertu des trois instruments internationaux susmentionnés, qui régissent les armes de destruction massive dans leur ensemble. Partager de bonne foi ces responsabilités communes contribuerait à raffermir la confiance et donc à renforcer la paix et la stabilité au Moyen-Orient.

Israël est le seul État au Moyen-Orient qui n'ait pas encore adhéré au TNP. En outre, Israël est le seul État de

la région à avoir des installations nucléaires non soumises aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Débarrasser le Moyen-Orient de toutes les armes de destruction massive grâce à l'adhésion de tous les États de la région, sans exception et dans les mêmes conditions, au TNP, à la Convention sur les armes chimiques et à la Convention sur les armes biologiques serait un élément extrêmement positif et une mesure de confiance.

C'est pour cela que nous ne nous considérons pas partie au consensus qui a conduit à l'adoption de ce projet de résolution. En outre, l'Égypte se serait abstenue de voter sur le projet de résolution A/C.1/52/L.45 s'il avait été mis aux voix.

M. Danieli (Israël) (*interprétation de l'anglais*) : Israël s'est associé au consensus sur ce projet de résolution. En outre, Israël s'est joint récemment à la communauté des nations pour se féliciter de l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage des armes chimiques et sur leur destruction.

Israël est fier d'avoir été l'un des premiers États signataires de la Convention. Le fait d'avoir signé la Convention et d'avoir ensuite participé activement aux efforts communs pour en faire un mécanisme viable montre la vision qu'Israël a du monde dans lequel il souhaite exister et s'épanouir et son souci constant, partagé par beaucoup d'autres pays, de préserver l'équilibre de la Convention entre le devoir d'un État de montrer qu'il respecte la Convention et son droit d'empêcher toute intrusion abusive dans sa sécurité et ses intérêts commerciaux.

En signant la Convention, Israël a montré qu'il espérait que les autres pays de la région feraient de même. Israël est au nombre des États Membres qui n'ont pas encore ratifié la Convention. Cela ne saurait surprendre la communauté mondiale, qui est consciente de l'environnement stratégique et politique au sein duquel Israël doit encore opérer aujourd'hui. À la cérémonie de signature à Paris en 1993, le Ministre des affaires étrangères d'Israël a exposé ouvertement la position d'Israël, et je cite :

«La Convention sur les armes chimiques doit mentionner notre région et ... la région dans son ensemble doit adhérer à ses principes».

Dans ce contexte, Israël a alors indiqué clairement qu'il essaierait de ratifier la Convention, en tenant compte de ses préoccupations au niveau de la région, de ses contraintes constitutionnelles et de son calendrier législatif.

Ces considérations ne sont pas moins valables aujourd'hui. Israël est conscient et se félicite même du fait que certains États arabes ont signé et même ratifié la Convention. Néanmoins, il est également une réalité navrante bien connue, à savoir qu'aucun des États arabes capables de fabriquer des armes chimiques ou dotés d'armes chimiques n'a signé, et encore moins ratifié, la Convention sur les armes chimiques. En fait, les principaux États arabes non signataires ont montré de concert qu'ils ne changeraient pas leur position même si Israël venait à ratifier la Convention. Au nombre de ces pays figurent ceux qui, dans le passé, ont eu recours à des armes chimiques et développent leurs capacités dans ce domaine alors que le monde cherche à obtenir l'élimination à tout jamais des armes chimiques. À notre avis, les menaces de l'emploi des armes chimiques qui nous sont lancées non seulement n'ont pas diminué ces dernières années, mais elles sont devenues plus évidentes.

Ce que j'ai dit ne doit pas être interprété comme préjugant les décisions que prendra Israël à l'avenir en ce qui concerne la ratification de la Convention ou le soutien continu qu'il lui apportera. Une évolution favorable du climat de sécurité aura très certainement une incidence favorable sur l'attitude d'Israël en ce qui concerne la question de la ratification.

M. Rao (Inde) (*interprétation de l'anglais*) : Je prends la parole pour expliquer notre position.

L'Inde a toujours été favorable à l'élimination des armes de destruction massive sur la base d'accords non discriminatoires et globaux issus de négociations multilatérales. Conformément à nos engagements, nous sommes heureux d'être l'un des signataires originels de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et fiers de nous acquitter des obligations qui en découlent. Nous invitons tous les États à mettre en œuvre toutes les dispositions de la Convention sur les armes chimiques avec la même transparence et le même engagement.

Nous nous félicitons du lancement de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Le mieux est que les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention soient examinées au sein des instances de l'OIAC, organisation créée exclusivement pour assurer l'application de la Convention. En outre, comme la Convention comporte un cadre institutionnel propre, il conviendrait que l'Organisation envisage la rédaction d'un projet de résolution qui sera présenté à l'Assemblée générale à l'avenir.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Y a-t-il d'autres délégations qui souhaitent prendre la parole pour expliquer leur position ou leur vote après la prise de décisions? Ce n'est pas le cas.

Je crois donc comprendre que nous pouvons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/C.1/52/L.34/Rev.1.

Je vais maintenant donner la parole aux membres de la Commission qui souhaitent expliquer leur position ou leur vote avant qu'une décision soit prise sur le projet de résolution A/C.1/52/L.34/Rev.1.

M. Shevchenko (Ukraine) (*interprétation de l'anglais*) : L'Ukraine attache une grande importance au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité internationales aux niveaux mondial et régional. Nous pensons que le développement de relations de bon voisinage entre les États est l'une des façons efficaces d'atteindre cet objectif. À cet égard, il existe un certain nombre d'accords que mon pays a récemment conclus avec les États voisins. Nous partageons l'idée principale du projet de résolution A/C.1/52/L.34/Rev.1, tel que présenté par la délégation de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Si aucune autre délégation ne souhaite prendre la parole, la Commission va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/52/L.34/Rev.1.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/52/L.34/Rev.1, intitulé «Instauration de relations de bon voisinage entre les États des Balkans», a été présenté par le représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine à la 17e séance, le 7 novembre 1997. En plus des pays énumérés dans le projet de résolution et dans le document A/C.1/52/INF/2, l'Albanie, le Canada et l'Ukraine se sont ajoutés aux auteurs.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait qu'il soit adopté sans vote. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite agir en conséquence.

Le projet de résolution A/C.1/52/L.34/Rev.1 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaiteraient expliquer leur position après la décision. Il n'y en a aucune.

Nous nous sommes donc prononcés sur tous les projets de résolution dont nous étions saisis. Nous devons encore nous prononcer sur d'autres projets de résolution, mais ils ne sont pas prêts. Il s'agit des projets de résolution suivants : dans le groupe 1, A/C.1/52/L.28/Rev.1; dans le groupe 4, L.27/Rev.1; dans le groupe 6, L.2, L.6 et L.43; dans le groupe 7, L.3, L.11/Rev.1 et L.42; et dans le groupe 10, L.36.

Je propose que nous nous prononcions demain matin sur les projets de résolution L.27/Rev.1, L.6, L.11/Rev.1, L.42 et L.36/Rev.1. Je demande instamment aux délégations de soumettre au Secrétariat tout projet de résolution qui sera prêt.

Je donne la parole au représentant de la Colombie.

M. García (Colombie) (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai une requête concernant le projet de résolution L.11/Rev.1 que vous citez comme faisant partie des projets qui feront l'objet d'une décision demain. Étant donné que nous menons encore des consultations, nous demandons qu'aucune décision sur ce projet de résolution ne soit prise d'ici vendredi.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je demande au représentant de la Colombie si le L.11/Rev.1 sera prêt demain après-midi?

M. García (Colombie) (*interprétation de l'espagnol*) : À vrai dire, les consultations ne sont pas faciles et il y a encore une délégation qui attend des instructions à ce sujet. Nous voudrions que le projet de résolution soit adopté par consensus, ce qui explique le retard. Donc je ne peux pas dire, dès maintenant, si nous serons dûment informés demain après-midi.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : C'est là peut-être la rançon de la démocratie! Donc nous examinerons uniquement quatre projets de résolution demain : L.27/Rev.1, L.6, L.42 et L.36/Rev.1.

Je donne à présent la parole aux délégations souhaitant exercer leur droit de réponse. Le représentant de l'Iraq a la parole.

M. Al-Anbuge (Iraq) (*interprétation de l'arabe*) : Cela relève de l'ironie du sort que le représentant israélien lance contre mon pays des accusations fallacieuses et sans fondement. Il est particulièrement étonnant que ces accusations émanent du représentant d'une entité fondée sur l'agression, l'expansion, l'occupation des territoires d'autrui par la force et par tous les moyens illégaux.

À la vérité, le dernier à avoir le droit de parler ainsi est Israël, car chacun sait que cette entité possède un formidable arsenal d'armes nucléaires et des stocks d'autres armes de destruction massive qu'il utilise pour terroriser les États de la région. Cette entité persiste à refuser d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et de soumettre ses installations nucléaires au système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Je voudrais terminer mon intervention en citant un proverbe : «Si ta maison est en verre, ne jette pas la pierre aux autres».

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur pour cet après-midi.

La séance est levée à 17 h 20.